

Brochure n° 3122

Convention collective nationale

IDCC : 454. – **TÉLÉPHÉRIQUES
ET ENGINS DE REMONTÉES MÉCANIQUES**

AVENANT N° 35 DU 25 JUIN 2007
PORTANT MODIFICATION DE L'ANNEXE IV, ARTICLE 3
NOR : ASET0750951M
IDCC : 454

Entre :

Le syndicat national des téléphériques de France (SNTF),

D'une part, et

La Fédération générale transports équipement (FGTE) CFDT ;

La fédération nationale des syndicats de transports (FNST) CGT ;

La fédération nationale des transports CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux signataires du présent avenant à la convention collective nationale des téléphériques et engins de remontées mécaniques entendent apporter modification à l'article n° 3 de l'annexe n° IV concernant la période d'essai des ingénieurs et cadres.

Article 1^{er}

Modification

Le nouvel article n° 3 de l'annexe n° IV est ainsi rédigé. Il annule et remplace le précédent article.

Article 3

Période d'essai

La période d'essai est le temps qui s'écoule entre la prise de service effectif dans l'entreprise et la notification de l'embauchage définitif prévue par l'article 16 de la convention collective nationale.

La durée de la période d'essai est limitée à 9 mois maximum ou 2 saisons complètes (d'une durée significative d'au moins 3 mois).

Pendant cette période, les parties sont libres de rompre à tout moment le contrat de travail, avec un préavis de 1 mois pendant les 6 premiers mois et de 2 mois au-delà de cette période.

Article 2

Durée et modalités de révision et de dénonciation du présent avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra faire l'objet d'une révision à la demande de l'une ou l'autre des organisations signataires, sous réserve qu'une demande motivée soit transmise à chacune des organisations signataires.

La révision pourra prendre effet dans les conditions visées à l'article L. 132-7 du code du travail.

Article 3

Formalités de dépôt du présent avenant

Le présent avenant sera déposé à la direction des relations du travail, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Article 4

Extension du présent avenant

Les dispositions susvisées seront également soumises à la procédure d'extension prévue par le code du travail.

Fait à Lyon, le 25 juin 2007.

(Suivent les signatures.)